

<https://www.aefinfo.fr/depeche/708674>

✍ Elise Le Berre

🕒 7 min read

Assouplissement des groupes de niveaux : une victoire contre le tri social mais une usine à gaz à venir (syndicats)

Reçus par Nicole Belloubet pour les arbitrages sur le "choc des savoirs" le 7 mars 2024, les syndicats saluent la disparition de la notion de "niveaux" dans les textes sur les groupes en collègue : "Une victoire contre le tri social" (SE-Unsa). Ils redoutent désormais une "usine à gaz" en termes d'organisation (Snes-FSU) : "Cela suppose une ingénierie pédagogique" (Sgen-CFDT) ; le Snalc dénonce une mise en œuvre "irréalisable". Le SNPDEN-Unsa se réjouit de l'autonomie laissée aux chefs d'établissements mais pointe "des moyens pas à la hauteur". La CGT regrette un "manque de cadrage national".



Si la majorité des syndicats voit comme "une avancée" la disparition de la notion de groupes de niveaux dans les textes, ils craignent une "usine à gaz" concernant

l'organisation des enseignements de maths et français. Shutterstock - Matej Kastelic

Un "choc de complexification" en lieu et place d'un "choc des savoirs" : c'est ce que craint Sophie Vénétitay, secrétaire générale du Snes-FSU, alors que la ministre de l'Éducation nationale a annoncé, le 7 mars 2024, que, si l'organisation des enseignements de maths et français en groupes, en 6e et 5e, reste "le principe", il sera possible, par dérogation, d'organiser ces temps en classe entière "à certaines périodes de l'année". "Ce n'est pas à moi, depuis le ministère, de dicter l'emploi du temps dans chaque établissement", souligne Nicole Belloubet, dans une interview au Monde. Tout en affirmant "faire confiance aux équipes éducatives", la ministre précise que "la confiance n'exclut pas les responsabilités. Il y aura un travail avec les corps d'inspection pour voir si ce qui a été imaginé par les équipes répond bien à la commande de la constitution de groupes, peu importe le nom qu'on leur donne pourvu qu'ils fassent progresser les élèves".

Reçues par la ministre le 7 mars 2024, les organisations syndicales saluent, dans l'ensemble, que la notion de "groupes de niveaux" disparaisse de l'ensemble des textes organisant les enseignements de français et de mathématiques au collège, mais pointent les difficultés organisationnelles.

les syndicats saluent "une avancée"

"L'arrêté rejeté unanimement en CSE a été remanié, toute mention de groupe de niveaux disparaît dans l'ensemble des textes, y compris les annexes", indique à AEF info Catherine Nave-Bekhti, secrétaire générale du Sgen-CFDT ([lire sur AEF info](#)). "Il n'est plus demandé aux établissements de composer des groupes fondés sur le niveau des élèves", se réjouit-elle. Ces groupes seront composés "en fonction des besoins des élèves et pourront être hétérogènes en termes de niveaux", précise-t-elle. Pour le Sgen, la ministre, "après avoir entendu nos oppositions sur les risques de tri social, redonne la main aux équipes" en permettant, "sous forme de dérogation, que ces enseignements aient lieu dans le cadre du groupe classe". "La disparition du mot 'niveaux' n'est pas légère", estime Élisabeth Allain-Moreno, secrétaire générale du SE-Unsa, qui pointe "une victoire des personnels contre le tri social". Même si, selon elle, la révision du dispositif "reste liée au manque de moyens pour mettre en place ces groupes".

Sophie Vénétitay salue elle aussi "une avancée pour nous et un recul de la ministre, qui est à mettre à l'actif de la mobilisation conduite ces dernières semaines". Toutefois, elle

estime qu'il reste "des points de vigilance : malgré la souplesse annoncée par la ministre, ces groupes perdurent sur tout l'horaire des enseignements, avec un fonctionnement en classe comme dérogation. Cela nous pose problème, car on considère que cela doit être l'inverse", regrette-t-elle.

Bruno Bobkiewicz, secrétaire général du ~~SNPDEN-Unsa~~, estime aussi que la disparition des groupes des niveaux sur le papier "va dans le bon sens : l'essentiel est sauvé et c'était notre sujet de préoccupation majeur". Alors que le syndicat, dans un courrier adressé à Amélie Oudéa-Castéra, déclarait "refuser d'organiser des classes de niveaux" ([lire sur AEF info](#)), il appelle désormais "à se remettre autour de la table. Chacun fait ce qu'il peut, avec les moyens qu'on lui a donnés. Différents formats sont à inventer, c'est le principe d'autonomie, cela nous convient".

Pour Jean-Rémi Girard, président du ~~Snalc~~, qui proposait ces groupes pour "un collège plus modulaire", la question centrale n'est pourtant pas celle de la notion de groupes de niveaux : "C'est une problématique sémantique secondaire. On a centré le débat sur des questions idéologiques à mille lieues des questions qui vont se poser à la rentrée". Il estime que la disparition de cette notion "ne change strictement rien" et "qu'avec ce système de normes et de dérogations, la norme va devenir la classe entière, et la dérogation, les cours en groupes, car il n'y a pas de moyens horaires dans les établissements et la mise en œuvre est irréalisable".

Ce que pointe aussi Bruno Bobkiewicz : "Tout n'est pas réglé : comment construire ces groupes - puisque la notion de groupes reste - avec un nombre d'heures pas toujours à la hauteur de ce qu'on peut attendre ?"

"Nous ne sommes pas sortis des difficultés techniques" (SNPDEN-Unsa)

Les syndicats craignent désormais une "usine à gaz" en termes d'organisation. "Cela complexifie encore plus les choses", estime ainsi le Snalc, qui dénonce une organisation d'année scolaire "délirante" : "On ne va pas se réunir tous les quatre matins pour décider si les cours ont lieu en groupes ou en classe entière".

Cette articulation d'un temps en groupes et d'un temps en classe entière "suppose une ingénierie pédagogique complexe", remarque aussi Catherine Nave-Bekhti : "Les équipes auront besoin de temps pour analyser les besoins des élèves, mais aussi le type de

groupe qui paraît le plus efficace : basé sur les compétences, hétérogène ou non..." Pour cela, deux demi-journées seront banalisées pour préparer la rentrée, mais "nous avons besoin de ce temps de manière pérenne", estime le Sgen.

Le SE-Unsa sera quant à lui "attentif aux consignes qui seront données aux établissements". Par ailleurs, "l'accompagnement devra être important, et la souplesse ne devra pas être seulement dans les textes, mais précisée aux corps d'inspection", souligne Élisabeth Allain-Moreno. Pour le SNPDEN-Unsa, qui dénonçait dans son courrier "l'idéologie, les textes, la lourdeur organisationnelle, et le manque de moyens", il reste désormais "à régler la question de l'organisation et des moyens, car nous ne sommes pas sortis des difficultés techniques".

Isabelle Vuillet, co-secrétaire générale de la CGT Educ'action, souligne aussi ces problèmes d'organisation et pointe "un manque de cadrage national". Elle rappelle que le "choc des savoirs" ne disparaît pas : "Il reste encore la labellisation des manuels, où les textes sont bien avancés ([lire sur AEF info](#)), la prépa-lycée ([lire sur AEF info](#))... Nous maintenons la pression : espérons que la mobilisation du 19 mars sera massive" ([lire sur AEF info](#)), conclut-elle.

Generated with Reader Mode